

ARRAS 2025 - Conférence : FREXIT, LIBERER LA FRANCE ET SORTIR DE L'AUSTÉRITÉ

79 min · Les Patriotes

Et bienvenue pour cette deuxième table ronde que j'anime sur le thème du Frexit et de l'austérité. Libérer la France et sortir de l'austérité par le Frexit. Je remarque que la salle est plus que remplie, qu'il y a même des gens qui sont assis. En tout cas, je vous souhaite la bienvenue. On va parler de ce sujet avec des intervenants de grande qualité, évidemment. Nous avons quelqu'un qui n'est pas là, mais qui nous fera une petite intervention vidéo. Il s'agit de Philippe Béchard, que vous pouvez quand même applaudir, que vous connaissez bien, économiste, auteur dans la chronique Agora, qui avait fondé les Econoclastes et qui nous apportera un premier éclairage sur lequel nous allons ensuite réagir sur la crise que nous vivons actuellement. Avec nous également le grand, l'unique Pierre-Yves Rougeron, que je vous demande d'accueillir. Fondateur du Cercle Aristote, un homme évidemment aux multiples casquettes et que l'on connaît bien, qui est de tous nos combats, de tous les combats souverainistes depuis des années et des années qui n'a jamais rien lâché. Et encore une fois, merci, Pierre-Yves, d'être là avec nous. On a également avec nous Nicolas Stoker, un des fondateurs du RPF, le premier, le premier RPF effectivement, qu'on retrouve dans Géopolitique profonde, chez Radio Courtoisie également un petit peu, beaucoup même, et qui nous apportera lui aussi son éclairage. Et enfin, pour parfaire ce tableau, nous avons la... Non, pour parfaire... Il y en a deux. Il y en a deux, effectivement. J'ai une chaise... Les deux chaises seront bien remplies. Nous avons quelqu'un qui... Je crois que c'est la première fois qu'il vient. C'est Antoine Guénaud. Bienvenue, Antoine. Oui. Antoine, essayiste, chroniqueur. On vous retrouve dans les médias libres, notamment Toxin, on vous a vus. Vous écrivez aussi dans Front populaire, il me semble. Donc vous avez un éclairage sur la situation politique actuelle, et vous allez nous le livrer au cours de cette table ronde, et vous apporterez également des angles intéressants, je pense, pour le public, sur la manière dont l'Union européenne peut exercer une force de coercition sur les peuples, et notamment le peuple français, et notamment en matière budgétaire. Et enfin, pour terminer cette présentation des intervenants, j'ai la joie d'accueillir Greg Tabibian. Greg Tabibian, qu'on ne présente plus, qui est vraiment quelqu'un qui représente une forme de souverainisme et une forme aussi de résistance, à sa manière, qui draine un public de plus en plus croissant. Une chaîne YouTube, je suis pas content, qui approche dangereusement des 450 000 abonnés sur YouTube. On y sera très bientôt, et on peut le féliciter pour ça. Merci à lui. Maintenant que les présentations sont faites, on va effectivement parler Frexit, on va parler austérité, mais au-delà de l'austérité, de toutes les contraintes que pose l'Union européenne au sein de la société française. Puisque Philippe Etchad n'a pas pu être là, mais nous a quand même adressé un message, je propose qu'on écoute son message en vidéo, ça nous donnera l'occasion d'y réagir tous ensemble. Ça, c'est bien, lui. D'accord. Vous avez récemment tweeté notre modèle et la Thalagonie, l'UE-TEMPS vers l'UE-RSS. Pouvez-vous expliciter, monsieur Etchad ? Ah ! C'est compliqué. De la lecture sur les lèvres, va être compliqué.

Alors, bonjour. Je suis très content d'être là. Alors, bon... C'est l'Europe, non ? Non. Je veux le vrai, non.

Alors, je trouve que c'est une analyse qui mérite... qui mérite d'être écoutée, effectivement. Qu'est-ce que vous en pensez, Greg ?

Non, c'est clair, c'est limpide. C'est à l'image de notre débat démocratique, je trouve. C'est... Entre ça et François Bayrou, je sais pas où me poser. En termes de clarté dans le... Il y a plus de vie. Les

lunettes, aussi, sont pas mal. Mais il va falloir faire quelque chose à la technique, par contre.

On reviendra sur Philippe et Péchat plus tard. On peut poser le sujet d'une première manière avec un événement d'actualité toute fraîche. C'est après des mois et des mois d'attente et de suspens ou de faux suspens, on a une agence de notation, une agence Fitch, qui, hier, a décidé d'abaisser la notation de la France, qui était de A à plus... A à moins, A à plus. Voilà. C'est comme les piles, exactement. Et voilà, c'est comme ça qu'il faut s'en souvenir. Donc, ce qui fait, évidemment, toute une salle de réaction d'hommes politiques de part et d'autre. Pierre -Yves, comment est-ce que tu analyses cette dégradation ? Est-ce qu'elle était attendue ? Est-ce qu'il y a des conséquences concrètes pour les marchés, mais aussi pour l'économie réelle ? Comment tu vois ceci ?

Il faut rappeler une chose simple. Les marchés agissent avant les agences de notation. L'agence de notation ne fait qu'enterrer le fait que le produit financier d'aide française s'est dégradé dans les yeux des dix marchés, en tout cas des poissons pilotes de marché. Bon. L'agence ne fait qu'enterrer cela. C'est -à -dire qu'en réalité, ça fait certainement des semaines, peut-être des mois, que la dette française était vue comme telle. Donc, objectivement, quelle est l'importance de la dégradation symbolique ? En réalité, c'est une importance politique. Politique a trois types. Premier titre, ça va nous permettre de retourner la charge de la preuve sur les Français. Vous voyez bien que c'est votre faute. Ficht, c'est pas nous. Ficht, c'est pas Bérrou. Bérrou, il sait même pas où c'est, Ficht. Vous voyez que c'est votre faute. Monsieur Lecornu, il a été premier dans un concours de circonstances. Il y est pour rien. Donc, ça veut bien dire que c'est votre faute. Donc, il va falloir vendre les bijoux de famille plus vite, moins cher, et ça tombe bien, parce que j'ai un ou deux acheteurs potentiels en tête qui, par hasard, font partie d'un petit réseau d'amis. Premier titre. Deuxième titre, on va vous abrutir avec... Vous voyez bien qu'il n'y a qu'un seul monde financier possible. Alors que tous les pays au monde qui sont des pays libres se posent des questions. Là, par exemple, la Bank of China demande à la Banque centrale chinoise de voir... Comment dire ? De faire des scénarios avec la New Modern Monetary Theory. C'est indicible en Union européenne. Et de toute façon, ça va renforcer le côté carcéral. Vous ne sortirez pas de là. Et comme vous ne sortirez pas de là, il n'y a qu'une seule dévalu... pensable, c'est la dévaluation intérieure, donc celle de votre niveau de vie. Le scénario grec pour tous, hein, 3615 FETA, ok ? Et le dernier titre, ça permet juste d'enterrer, une fois pour toutes, que l'euro est déjà un produit financier divers. Parce que je n'avrai une monnaie unique, ne s'emprunte pas à des taux différents, d'accord ? C'est à dire que le risque de dénomination dont parlait Vincent Brousseau quand il nous faisait le plaisir de sa présence, malheureusement, il disait qu'un jour ou l'autre, les poissons pilotes de marché, parce qu'un marché ça n'existe pas, un marché c'est un banc de petits poissons qui suivent quelques gros poissons, un jour ou l'autre les gros poissons n'allait plus accepter d'échanger de la dette, par exemple française, avec de la dette allemande. Donc un jour ou l'autre, non, je ne prendrai plus. Et ce jour -là, les marchés n'ont entériné que la fiction de l'euro, parce que c'est une fiction, hein, c'est X monnaie rattachée par un peg. Et bien, à ce moment -là, la fiction aura vécu. Et plus des notes comme celle de pays importants comme la France se dégraderont, plus arrivera le jour où quelqu'un dira, ouais, mais la dette française, ouais, c'est bien, mais tu peux la garder aussi. Voilà, grosso modo, ce que, en tout cas, je pouvais en dire.

Merci, merci, Pierre -Yves. Ça me fait penser à la réaction de François Bayrou, justement, à cette dégradation. François Bayrou a réagi. Il a tweeté, il a trouvé son code Twitter. Notre Fitch, un pays que ces élites conduisent à refuser la vérité, condamné à en payer le prix. C'est une... Waouh ! Et tout de suite, ça en impose.

D'ailleurs, notre ministre de l'économie a été très, très, très, très vice -là, parce qu'il a tweeté lui aussi. Il a dit, je prends acte que notre Fitch a décidé de changer la note française. Pas changer, ils

ont pas changé la note française, ils ont dégradé la note française. Et toute sa communication évite le mot baisse, le mot dégradation, qui est remplacé par le mot changement, modification,

des profs de développement personnel. C'est ça. Il

y a toute une sémantique là -dessus, effectivement. Antoine, justement, ta réaction un petit peu là -dessus.

Moi, juste pour dire, pour réagir à ce que disait Pierre -Yves, c'était aussi, je pense qu'à un quatrième titre, en ce cas, ça leur sert d'excuse aussi. Pardon. Ça leur sert d'excuse naturelle pour dire, pour nous imposer le système de l'OMT. Le système de l'OMT, c'est la BCE très rapidement qui rachèterait les obligations du trésor français en échange, évidemment, de politique austéritaire. Faut pas déconner non plus. Donc, je pense que ça leur servira d'excuse en disant, mais vous voyez bien que c'est pas forcément notre faute, c'est les agences de notation. La BCE doit nous aider, l'Union européenne va nous aider, mais en échange, il va falloir faire des sacrifices. Je pense que ça leur servira évidemment d'excuse. Je les attends la bouche en cœur de nous dire ça. C'est sûr.

Il faudra lutter contre la fraude aussi pour remplir de l'argent. Donc, il faudra la monnaie numérique. C'est obligatoire. Ça servira à tout. Par moi, à François Bayrou.

Et justement, pour aller sur le sujet du budget dont on a du mal à en construire un apparement, ou en tout cas, nos élites ont du mal à en construire un. Comment on observe ce phénomène qu'on a pu voir émerger sur les réseaux sociaux et plus encore de Nicolas qui paye et même de où va notre argent ? C'est un peu la question dont on se demande si les élites ont vraiment conscience que c'est une question qui prend vraiment de l'ampleur au sein de la société française. Est-ce que Nicolas, vous percevez ça et comment vous voyez déjà la suite des événements ? Est-ce que vous voyez également un scénario où on arrive à perdre cet élément de souveraineté qu'on a déjà quasiment perdu, qui est la construction d'un budget ? On l'a tout à fait perdu d'ailleurs, mais on accepterait vraiment de tous les guets. Est-ce qu'on en est là ?

Je pense qu'on a déjà perdu l'essentiel, c'est -à -dire le fait de battre monnets à base. L'euro, Pierre -Yves Rougieron a dit ce qu'il y avait à en dire sur l'aspect totalement fictif. Nicolas qui paye, de toute façon, ce sera lui qui va payer. En général, on nous avait habitué ces derniers temps plutôt aux menaces existentielles, la Grande Guerre, le grand réchauffement climatique. Et puis maintenant, il y a la grande dette, la crise de surendettement. Dans tous les cas de figure, on voit bien que la seule solution, ce sera l'épargne des Français. Ils ne savent pas comment l'expliquer, le dire, le justifier, mais ce sera bien sur cette base que ça tient. Je dirais qu'il n'y aurait pas l'épargne des Français aujourd'hui. Ce serait déjà totalement cassé la gueule. Je pense que c'est la seule raison qui fait qu'on n'est pas en B ou en C. C'est le fait que les Français épargnent énormément. Donc, en leur faisant peur, ils épargnent encore plus. Donc ils peuvent avoir un peu plus de gabge par la suite. Donc, Nicolas qui paye, c'est un éclair de lucidité. Mais de toute façon, c'est déjà le cas. Comme c'est déjà le cas qu'on est surendetté, comme on découvre pas que c'est les élites qui nous ont mis dans cette situation. Tout ça, ça arrive à contre temps. J'ai presque envie de dire ça fait longtemps que c'est lissé tranquillement. Ce qui est le plus étonnant, c'est que finalement, on nous vend toujours une catastrophe qui va arriver demain, puis elle n'arrive pas demain ni après demain. Mais on glisse, on glisse sur tout. C'est ce qu'on disait ce matin sur la table ronde, sur les médias alternatifs, ce que disait mon ami Nicolas Vidal. C'est à dire que on sait avec la mondialisation quand même ces dernières décennies, extraordinairement appauvrie. Ça, c'est une réalité. L'appauvrissement de la France et l'appauvrissement des Français. Donc, j'ai envie de dire que la note là -dedans, on s'en fout.

Merci beaucoup, Nicolas. Alors, justement, il y a une question qui peut se poser au vu des propos des ministres. Effectivement, on a pu voir le ministre de l'économie, Eric Lombard ou Amélie de Montchalin, de Mémoire, qui doit être encore présente parmi nous. Pas dans cette salle, mais en esprit, en pensée. On observe des propos de ministres des missionnaires qui, globalement, disent ou n'affirment pas le fait que le FMI ou une forme de troïka pourrait venir, si le budget n'était pas voté dans les temps, imposer des réformes dites structurelles à la France. C'est des propos qu'on peut entendre. Mais est-ce que c'est une manière pour... Pourquoi est-ce que tu analyse ça d'une manière de dramatiser la situation, d'imposer politiquement un vote, un vote de budget, ou est-ce qu'ils savent que ça va arriver d'une manière ou d'une autre et ils tentent, un peu comme on peut le voir dans le tweet de Bayrou, de dire je vous l'avais bien dit, je vous avais pourtant averti. Mais c'est pas de mon fait que vous n'avez pas voté. Est-ce que c'est une manière de se déresponsabiliser aussi

? Là, tu es face à des irresponsables professionnels. Donc, si tu veux, la dernière responsabilité que François Bayrou a prise, c'était de dire à Jean Lassalle qu'il avait besoin de lui pour la présidentielle. Ils avaient 19 ans, ils étaient bourrés, ils étaient en boîte de nuit. C'est le roi Jean qui me l'a raconté. Ça doit être la dernière prise de risque que François Bayrou ait fait.

François Bayrou dans une boîte de nuit, déjà, c'est...

C'est conceptuel, je te l'accorde bien volontiers. Mais en réalité, la Troïka, elle est déjà là. Voyons, la Troïka est déjà là. C'est quoi l'UE, sinon une vaste Troïka ? C'est quoi le programme austéritaire, sinon l'euro lui-même ? L'euro est quand même la seule monnaie au monde, enfin, la seule pseudo-monnaie au monde, qui est livrée avec un fascicule. Vous devez l'utiliser de telle manière, ça le sauvera, parce que c'est la seule monnaie qu'on doit sauver. J'ai jamais vu un Indien me dire il faut que je sauve les roupies. Il y a que les Européens qui sauvent leur monnaie à intervalle régulier, alors que c'est l'euro qui devait vous sauver. Donc, le programme austéritaire, c'est l'euro lui-même, parce que c'est à la fois une monnaie et un programme politique. Théoriquement, une monnaie, ça doit pouvoir tout faire dans la gamme monétaire, bien sûr. L'euro, lui, il ne marche qu'à certaines conditions. Ni le dollar, ni la livre Sterling, ni le franc dans le temps, ni qui que ce soit ne marche comme ça. Et la Troïka, elle est déjà là. La seule chose, c'est qu'on vous donne le mythe d'une Troïka pire que la Troïka, juste pour pouvoir vous faire cracher l'oseille. Et c'est là, d'un certain côté, au delà de l'exubérance du mouvement Nicolas Kippé, que c'est un mouvement tout à fait légitime. Parce qu'à un moment, comment dire, à un moment, vous ne pouvez pas faire l'économie de voir que vous êtes raquetté. Car un système où on vous dit tu craches, où tu auras des ennuis, en droit pénal, ça s'appelle du racket. Ni plus, ni moins. Alors il est vrai que le racket a été un peu dévalué, comme le passage de Andy Garcia à Monsieur Lombard. C'est sûr que la mafia est moins sexy que dans le cinéma, je vous l'accorde bien volontiers, mais en fait tout ce système est déjà là. Alors il augmentera de degré, mais il ne changera pas de nature. Le système à la grèque est déjà pas uniquement pour nous, pour d'autres pays européens, le Portugal, quelques autres. Tout ça est déjà en place.

Et justement, on observe dans une partie de la presse dite mainstream ou économique, Challenge par exemple, j'ai vu un article pour ne pas le citer, présenter la Grèce comme une nouvelle, une survivante, une rescapée, mais presque une bonne élève, qui serait l'exemple à suivre, qui après avoir mené des réformes courageuses, aurait retrouvé le chemin de la prospérité. Est-ce qu'on doit entendre ça ou est-ce qu'il y a une autre réalité derrière qui est bien moins glorieuse ?

Prenons deux pays qui ont eu des problèmes austéritaires ces dernières années et qu'on vous vend. La Grèce ne crée toujours pas autant de richesses qu'avant, qu'avant le début de sa mise en coupe

réglée. Je vous rappelle ce que c'est le bilan de la Grèce. Le bilan de la Grèce, c'est l'équivalent, si on l'avait fait en France, de 6 millions de départs de Grecs qui sont partis vivre ailleurs, qui seront donc, je dis ça pour les amis de M. Rottareau, grands remplacés par quelqu'un. Au passage, parce que le lien austérité, départ des populations, départ des populations, remplacement des populations, vous devez le faire. Un jeune portugais sur trois vit à l'extérieur du Portugal aujourd'hui. Quelqu'un les remplacera. Je vous le dis tout de suite. Donc à un moment, quand vous dévaluez, parce que si vous voulez, vous ne pouvez pas dévaluer votre monnaie, donc vous dévaluez le niveau de vie de votre population. Donc déjà, vous la chassez. Ce qui veut dire au passage que le peuple va crever biologiquement. On est d'accord ? Ça ne fera pas de petit. Bon, point 1. Point 2, la Grèce a perdu un tiers de son PIB. Elle a perdu la maîtrise de ses entreprises. Et elle n'a survécu qu'en ressuscitant tout un monde mafieux qui vit dans le nord de la Grèce et qui a en réalité les routes interlopes des Balkans. Nous, on va ressusciter quoi en fait ? On va ressusciter quoi ? Les routes interlopes en France ? Alors vous me direz, il y en a autour de toutes nos villes, mais malheureusement, on ne peut pas y toucher. Parce que c'est ça qui va conserver de la valeur pendant que les forces productives vont être écrasées. Alors prendre la Grèce ou le Portugal comme exemple, bravo, enfin, si vous voulez, je vous renvoie aux travaux sur la Grèce, les plus récents d'Olivier Delorme, qui est vraiment l'homme qui connaît le mieux la situation grecque. Alors que assumer que c'est un crime et revendiquer un crime pour vous en faire un programme, il faut du 4 étoiles pour être journaliste de challenge et vous en balancer de ce niveau -là.

Merci, Pierre -Yves. Et par ailleurs, et Greg, tu pourras nous en parler de manière plus globale, parce que la question du Brexit, elle s'arrête pas à la question de la construction d'un budget et d'une question de finance, une question démocratique en soi. On voit que la Grèce, on n'en a pas parlé là, mais vous le savez, vous le savez pour beaucoup, qu'il y a eu, comme dans d'autres pays, par ailleurs, des vrais chantage de la part de l'Union européenne. Et donc la question démocratique, ça reste une question qui est au cœur du système européen et qui devrait être au cœur et qui ne l'est pas, évidemment, par construction.

Oui, c'est une question qui est fondamentale, parce que c'est une question de principe. On pourrait très bien, même si l'Union européenne marchait, se poser la question de la légitimité d'organisation supranationale, même si ça marchait. Est-ce qu'on a le droit de remplacer l'expression d'un vote populaire par une superstructure sans demander la vie aux gens ? Alors, on demande la vie des gens, paraît-il, ça s'appelle les élections européennes. Et ce qui est fascinant avec l'Europe, c'est à quel point elle fait perdre le sens commun des valeurs démocratiques et élémentaires à tout le monde. Je vais vous proposer un petit exemple, parce que je me suis amusé à choper quelques chiffres. On va faire une petite mise en situation. Imaginez demain, on a un président de la République, allez, histoire de ne pas vous fausser dans votre jugement, ce n'est pas Emmanuel Macron, mais c'est un mec que vous aimez bien. Il décide de faire une réforme constitutionnelle pour dire à partir de maintenant, la vie démocratique française s'organise comme suit. Tous les cinq ans, le peuple français vote pour les parlementaires. Article 2, ces parlementaires n'ont pas l'initiative des lois. Celui-ci revient à un groupe de hauts fonctionnaires non élus. Point numéro 3, le parlement, le représentant du peuple peuvent proposer des amendements. Point numéro 4, ces amendements peuvent être rejetés sans motif par les hauts fonctionnaires non élus. Dans quel pays on considérerait vivre en démocratie ? C'est ça qui est fou. Alors, je vais vous soumettre un deuxième petit exercice, parce que l'Union européenne, c'est aussi le lieu où le mensonge se révèle et où la pièce de théâtre se révèle. Imaginez, par exemple, que vous êtes, je ne sais pas, l'électeur d'un grand parti populiste, de droite, eurocritique, mais pas frixiteur, plutôt libéral-conservateur, avec des valeurs un peu traditionalistes. Ou imaginez, comme ça vous plairait, au choix que vous fassiez partie d'un parti extrêmement à gauche, qui se définisse comme socialiste, progressiste, etc. Et imaginez que ces deux partis votent plus de 60 % de textes en commun tous les ans. Auriez-vous l

'impression d'être pris pour des cons ? C'est pourtant ce que font le Parti populaire européen et l'Alliance progressiste des socialistes démocrates. 64,5 % de textes en commun votés par ces deux formations politiques. Mais reprenons un autre exemple, par exemple. Allez, des fois, on peut admettre qu'on fasse des choses en commun, mais bon, il y a encore au-dessus, il y a les coalitions. Imaginez que vous étiez toujours un adhérent de la frange dure des DLR, du RN, par exemple, ou que vous soyez... Vous êtes électeur du Rassemblement national et vous vous apercevez que le Rassemblement national se joint à plus de 50 % des commissions proposées par le Parti socialiste. C'est pourtant le cas du Rassemblement national au Parlement européen. N'auriez-vous pas l'impression qu'il y aurait un problème avec notre démocratie ? C'est vraiment... Je cite ces chiffres-là parce que si on les appliquait à n'importe quelle échelle, infracommunautaire, les gens trouveraient ça, et je pense qu'ils auraient raison, absolument délirants. D'autant plus que ces gens dispensent sur les plateaux le spectacle de la contradiction, de l'attaque à dominem permanente, du refus de négocier avec la haine, avec les fachos ou avec les woke. Mais pourtant, c'est le cas. C'est étrange. Allez, une petite dernière pour la route. Si je vous disais, par exemple, que l'année dernière en France, 51 lois ont été votées, mais que 38 ont été passées par décret. Diriez-vous que nous sommes en démocratie ? C'est pourtant ce qui s'est passé. 38 des 51 lois votées l'année dernière par le Parlement européen, l'ont été votées par ce qu'on appelle une procédure accélérée, sans débat au Parlement. Plus de la moitié. Donc c'est vraiment le royaume de l'illusion. Et c'est vraiment la grande force de cette Union européenne. C'est d'arriver par le collectif à faire passer des choses que n'importe qui, personne ne pourrait accepter à une échelle nationale. Et on aura probablement d'autres occasions de parler de choses plus précises. On en parlera probablement plus tard, si on se met à parler de la guerre et de là où on nous emmène. Mais on parlera des votes de la France Insoumise sur la Libye. On parlera de la Yougoslavie. On parlera de plein de choses qu'on applaudit dès demain. Et puis quand on est au Parlement européen, on fait l'inverse.

Merci Greg. Une réaction Nicolas, notamment sur cette forme de technocratie qui est pensée presque délibérément pour... capter le pouvoir.

Peut-être avant réagir par rapport à l'austérité telle qu'a pu la développer Pierre-Yves Rougeron, c'est à dire que si tant est qu'il y ait un contre-exemple et c'est très limité et ça reste dans un cadre européen, donc c'est extrêmement limité, c'est le cas italien. J'ai envie de dire que, et pourtant on peut pas dire que j'ai une passion pour madame Mélanie, elle a réussi, là semble-t-il quelque chose, c'est à dire qu'elle a convoqué les ministères européens il y a deux ans, elle a expliqué je vais augmenter très fortement le déficit budgétaire, ça va encore creuser la dette, je rappelle que l'Italie est plus endettée que la France, en pourcentage du PIB, nettement plus endettée, qu'elle est notée BBB et ça n'a rien à voir avec notre Brigitte nationale et que nous nous sommes encore en A. Or elle a baissé le taux du travail, les charges qui pesaient sur le travail très fortement, donc ça a accru évidemment dans un premier temps le déficit, sauf qu'elle va finir l'année 2025 avec un excédent net, je sais pas si vous vous rendez compte, par rapport à nous qui sommes dans une espèce de déficit structurel du budget qui est de 150 à 200 milliards par an, et bien Mélanie à la fin 2025, et elle est pourtant en B et nous nous sommes encore en A, et bien elle va avoir un excédent net, c'est absolument incroyable, à cela vous ajoutez une certaine forme de patriotisme italien qui peuvent se le permettre, pourtant ils sont fondateurs, pères fondateurs avec la France de l'Union européenne, des communautés européennes, donc ça veut pas dire que l'on peut, et ça ne remet pas en cause le Frexit, mais ça veut dire qu'en plus d'être dans ce cadre extrêmement contraint, je pense qu'il y a avec la France quelque chose qui est de l'ordre du suicide, qui est de l'ordre de l'immolation, et de l'ordre du sacrifice, et donc du sacrifice de quoi, et là j'en reviens à la deuxième partie, enfin plutôt à ta question, c'est à dire le sacrifice de la nation, le supranational, c'est pas, et c'est pour ça que moi je dis toujours, c'est pas fédéral, supranational c'est quelque chose qui est au

-dessus des nations, c'est même pas une supnation, c'est autre chose que les nations, et c'est en effet tout cet empire technocratique, empire et technocratique, je crois que ce sont les deux termes qui conviennent, qui sont destructeurs de la nation, qui ne reproduisent pas une nation, la preuve, elle n'a pas de limite territoriale, elle n'a pas réellement de limite géographique cette Europe, on rappelle qu'elle peut inclure demain l'Asie centrale, elle peut inclure la Turquie par exemple, sans que ça ne dérange personne, par contre elle exclut la Russie, qui pourtant dans sa partie toute occidentale est totalement européenne aujourd'hui, donc on a affaire à un monstre qui est là, qui n'est même pas là pour produire quelque chose, si ce n'est du néant, sur les cendres et sur les tombes des nations.

Pierre -Yves et Antoine, est-ce que on peut considérer que, pour réagir à ce que vient de ce que vient de dire Nicolas, est-ce que le succès relatif de Mélanie peut être vraiment considéré comme véritable, ou est-ce que ça tient lieu à une politique intérieure au sein de ces entreprises, de sa structure etc.

Alors, déjà, parce qu'il faut éviter de se galvaniser avec les illusions de la droite française, c'est à dire que, et si vous remontez dans votre mémoire, la droite française, j'avais annoncé pendant la crise grecque la cypracisation des droites européennes. La droite française, et y compris les médias dits alternatives de droite, se sont mis à quatre pas en Scholes. Beaux résultats, je vous rappelle que Scholes, pour les remercier, quand il est reparti, vous savez qui est la dernière personne qu'il a honoré à titre officiel ? Alexander Soros. On vous a fait la même coup avec Wilders, qui a mis 48 heures à baisser son froc. On vous a fait le même coup avec Salvini, moi j'ai travaillé avec Salvini, donc je peux vous assurer que les limites du personnage, on les trouve vite. Et là, en ce moment, c'est Mélanie. Mélanie, y a trois points à savoir. Premièrement, l'Italie, qui est surintégrée en termes de modèles industriels à l'Allemagne, faut le savoir, particulièrement l'Italie du Nord, a passé un pacte qui malheureusement dans l'histoire italienne ne leur a pas toujours souri, c'est -à-dire d'être l'auxiliaire économique de l'Allemagne dans le but de pouvoir avoir notre peau, toute ressemblance avec une situation existante ou ayant existé. Deuxièmement, Mme Mélanie, en légalisant l'immigration illégale, parce qu'en effet, elle a liquidé l'immigration illégale, maintenant tous les migrants sont légaux, elle en a fait venir plus d'un million en quelques années. Et quand vous voyez les coûts du travail en Italie, en effet, c'est très facile de faire baisser les coûts du travail dans un pays qui, je vous le rappelle, se désertifie à vitesse grand V. C'est l'un des pays qui disparaît le plus à l'échelle du monde, avec le Japon et la Corée, malheureusement. Donc là, pour le coup, il y a, contrairement en France, où il y a un grand côtoïement avec l'immigration, en Italie, il y a un vrai grand remplacement. La seule intelligence de Mélanie, c'est qu'elle a su parier, alors il y a énormément de subsaliens et d'immigrations qui pourraient poser problème dans certains contextes, mais elle a aussi fait venir, et ça vous le voyez si vous suivez l'ateliers italiennes, énormément d'immigration à bas coût asiatique, dans laquelle les boîtes italiennes se servent pour l'instant. Ça durera ce que ça durera. Après d'avoir une embellie conjoncturelle, et possible pour à peu près tout le monde, Emmanuel Macron pourrait d'ailleurs tout à fait sortir certains chiffres qui vont mieux que ce qu'est Hollande. Le problème, c'est où est-ce que ça mène ? Comment les Italiens de 20 ans regarderont Mme Mélanie dans une quinzaine d'années ? Je vous le dis tout de suite, comme quelqu'un qui a vendu leur pays, et leur pays aura certainement largement disparu, mes représentants en Italie me le disent bien, aujourd'hui l'Italie est dans un tel état que la désertification biologique se voit, donc qu'on le veuille ou pas. Mélanie fait partie des faux soyeurs de l'Italie. Et ça malheureusement, tout comme Künz, tout comme Salvini, tout comme Wilders, il fallait avoir le courage de l'annoncer avant, et à la fin des fins, comme disait un grand patriote français Philippe de Villiers, c'est à la fin de la foire qu'on contracte les bouses. Ultime point, et c'est là où je serais en accord, c'est qu'il y a une particularité française. C'est que vous avez dans tous les secteurs de l'opinion en France, extrême gauche, extrême droite, droite, centre, particulièrement centre

historiquement, gauche, une francophobie radioactive, et malheureusement c'est pour ça que quand vous mettez au Parlement Européen des gens fut-il alternatifs, ils commencent à collaborer tout de suite, car comme disait Winston Churchill, mettez le maximum de français dans une organisation internationale, ils ne serviront pas l'intérêt de leur pays. Je terminerai par une citation d'un haut fonctionnaire européen, le jour où j'ai mis les pieds dans les institutions européennes, qui regardait le groupe Front National fraîchement élu, et je le dis, je n'ai vu que deux hommes respectés par les bureaucrates quand j'y étais. Farage, Filippo, point. Tout le reste était traité par le mépris, et je vais vous dire pourquoi, parce que cet homme a dit devant une assemblée frontiste, médusé, parce qu'ils croyaient qu'ils avaient gagné, ils avaient 24 députés, et il a eu cette phrase magnifique, je ne vous en veux même pas, nous vous rachèterons.

Oui c'est terrible d'entendre ça, clairement. Je vais revenir sur Mélonie, le patriotisme italien. Quand Mario Draghi dit qu'il veut un Etat européen, et qu'elle applaudit dès demain, pour moi ce n'est pas du patriotisme, ou alors c'est une frange de patriotisme que je ne connais pas, mais je reviens aussi sur la supranationalité, parce qu'on en est là, l'Etat européen c'est ça. Le supranational c'est une entreprise de destruction des nations. Pourquoi ? Parce que le supranational c'est la haine des nations. L'internationalisme, ce qui est différent, l'internationalisme c'est l'amour des nations puisque c'est être entre nations. C'est complètement différent. Et comme c'est une entreprise de destruction des nations, comme la souveraineté et la démocratie ne dépend que de la nation, c'est comme ça qu'on l'a pensé, c'est ce que disait le général de Haumoul, mais c'est comme ça que la révolution française l'a pensé, évidemment, évidemment qu'après, en détruisant les nations, il n'y a plus de démocratie. Il n'y a plus de démocratie en France, on peut le dire, c'est clairement, je vais faire une citation de quelqu'un de moins, mais c'est Coluche qui disait, si voter servait à quelque chose, ça ferait longtemps que ce serait interdit. Mais on en est là.

Alors justement, on peut peut-être en profiter pour passer le message de Philippe Béchat, qu'on n'a toujours pas entendu, mais qui peut-être a retrouvé... On a le fond, là ? Peut-être, oui. C'est bon, normalement on a... Philippe, un commentaire. Voyons voir. Je pense qu'il faut que je repose la question qui était écrite. C'est ça. Philippe, vous avez récemment tweeté, notre modèle est à l'agonie, l'UE tend vers l'UE RSS. Pouvez-vous expliciter, s'il vous plaît, Monsieur Béchat

?

Philippe n'a pas perdu sa créativité depuis son premier passage. Impressionnant.

Bon, je pense que... Il faut

vraiment qu'on ait le son, ça va faire Édouard Philippe sinon. Il faut faire un... Ah, il y a... Bon, bref. Non, on ne l

'a pas ? Non, non, je pense que... Bon, écoutez, en tout cas... Ce sera la post-prod. Oui, c'est ça. On fera du lip-sync et puis voilà. Où est l'enlever ? Ça me fait bizarre d'avoir Philippe qui parle derrière moi, même s'il est muet. Bon, on se pose cette question, enfin le constat est de toute façon clair. On sait qu'il y a des moyens de coercition qui sont installés depuis 1992, mais qui ont été renforcés. Je ne sais pas si quelqu'un veut les développer, mais les critères de maastricht, évidemment, maintenant, depuis le traité Lisbonne, le 2-pack, le 6-pack, le semestre européen, on a quand même des sujets de coercition qui sont permis par les instances européennes. Il me semble même que la France est déjà en procédure de déficit excessif, qu'elle en est à moitié sortie il y a quelques mois, mais elle est toujours sur surveillance. D'ailleurs, elle va sans doute y retourner. Il faut savoir que la Commission peut proposer que la France soit condamnée si elle ne suit pas ses propres recommandations, à 0,2 % du PIB. C'est-à-dire que dans un pays qui est d'ores et déjà

affaibli, qui a du mal à boucler son budget, s'il ne suit pas le doigt sur la couture du pantalon, ce que lui intime l'Union européenne et la Commission, 0,2%, ça fait à peu près 5 -6 milliards d'euros. Donc ça commence à faire un peu mal, surtout quand on est en incapacité de boucler un budget. Comment vous observez ça et comment vous observez aussi le fait qu'on n'arrive pas à boucler ce budget et pourtant on observe 40 milliards d'économies, ce qui est quand même important. Mais on a l'impression que les économies ne sont pas faites là où elles devraient l'être. Justement, tu voulais parler de la guerre, il y a aussi ce sujet.

Oui, elles ne sont pas faites là où elles devraient être faites. J'ai encore mes petits chiffres. Je suis en France interne, je suis en forme sur ça. On fait un peu le bilan. Sur quoi il faut qu'on gratte ? Sur la santé ? Donc si on regarde depuis 1993 les recommandations de l'Union européenne sur la baisse des dépenses liées à l'hôpital, on a perdu 103 000 lits. On vire combien ? On est passé, suite aux demandes de l'Union européenne, de 1369 à 461 maternités. Faut faire quoi ? Faut accoucher à la maison parce que c'est complexe. Et encore, on nous demande encore de réaliser des économies de 11 milliards sur les dépenses de santé. Et là, je cite ce que dit l'UE parce que ce n'est même pas caché. En fait, le Conseil de la Santé, pour améliorer les marges bénéficiaires de certaines entreprises. Donc les laboratoires pharmaceutiques, eux s'en sortent très bien, ils ont fait 1 000 milliards d'euros de profit en vingt ans. Mais par contre, le Français s'en sort moins bien parce qu'il est en pénurie de 3000 médicaments, dont certains qui sont des médicaments vitaux. Il faut qu'on fasse quoi ? Faut qu'on racque sur le logement, qui je le rappelle est un droit constitutionnel depuis 46. Oui. Ça va être compliqué parce qu'on a déjà 15 millions de personnes qui n'ont pas de logement ou qui n'ont pas de logement digne. Le nombre de personnes sans domicile a doublé depuis 2012. Il faut qu'on racque ou encore ? Et ça c'est directement la demande de réduction de dépenses publiques qui a fait qu'on rogne sur les HLM, qu'on rogne sur les APL, qui créent cette situation là. Il faut rogner sur quoi ? Sur l'industrie, s'il nous en reste. Ça va être un peu compliqué. Depuis 1980, on a perdu 2,2 millions d'emplois. On ne peut pas en enlever plus que ce qu'il en reste. Il faut racquer sur l'agriculture. Le revenu moyen en France d'un agriculteur, la part du revenu qui provient de l'APAC, c'est 70%. Au-dessus, ça s'appelle une mise sous curatel. Ça existe mais ce n'est pas pour les agriculteurs normalement. Je ne vois pas où on va pouvoir gratter en fait, mais il faut toujours plus. C'est très compliqué. Bien sûr, il y a la retraite dont tous les médias nous ont dit bien évidemment que c'était du complot. Là aussi, on est dans le domaine de l'irrationnel. C'est à dire que vous avez une réglementation européenne qui vous dit que c'est un truc qu'il faut faire, qui vous explique qu'il faut le faire, qui vous met le montant de l'amende si vous ne le faites pas, mais vous avez des journalistes du service public qui vous disent non, c'est purement... C'est comme ça. Vous le suivez ou vous ne le suivez pas. Encore une fois, ça relève de cette exception européenne du mensonge qui est déjà étonnante sur le plan national, mais dès qu'on touche l'international devient complètement sidérante. Alors oui, on parlait de la guerre. Oui, parce qu'effectivement, il faudra peut-être financer la guerre aussi. Faudra peut-être la financer, parce que l'Europe, elle aime bien faire la guerre. Et comme on le disait tout à l'heure, oui, Jean-Luc Mélenchon, je le cite lui parce que les autres, ce n'est pas parce que je veux m'acharner sur lui, c'est parce que les autres, ça ne nous étonne pas. C'est ce que je veux dire. Le PS, on n'est pas étonné. Mais oui, Jean-Luc Mélenchon, pendant qu'il critiquait l'interventionnisme américain, qu'il critiquait les guerres menées par Washington, a posé sa signature sur le texte demandant d'isoler militairement et politiquement Mohamed Kadhafi dans un processus de

démocratisation. Je crois que chacun comprendra l'image de l'UE.

Alors là, on a le son et on n'a pas l'image. Enfin, bref, de démocratisation de la Libye. Ils nous ont refait le même coup avec l'Ukraine. Leur Assemblée nationale et la France Insoumise tarquent d'un discours modéré, voire même prorusse, quand on voit étrangement Mélenchon citer, et Dieu sait

que je ne suis pas un pro -Zelenski, mais les arguments, les analyses sur la constitutionnalité du maintien au pouvoir de Zelenski qui sont foireuses en fait. Mais pourtant, sur le plan, lorsqu'il y a des élections, eh bien, l'ANUPES et Jean -Luc Mélenchon demandent pour les dernières élections européennes un soutien militaire et logistique intégral de l'UE envers l'Ukraine jusqu'à la restitution de tous les territoires annexés depuis les années 2000. Ce qui veut dire une guerre atomique, ce qui ne rendront pas des choses qui leur appartiennent depuis trop longtemps. Donc c'est toujours pareil. C'est Manon Aubry qui pourfend Vanderleyen, mais dès que les caméras s'allument, elle fait les ciseaux, on ne sait pas pourquoi. Et puis après elle propose sa motion de censure. Alors il y a une motion de censure, elle dit non non non non, on ne la vote pas. Puis quand on s'est bien assuré que mathématiquement, parce que tout le monde s'est prononcé, ça ne pourrait pas passer, alors là elle en propose une. Là elle en propose une parce qu'elle sait qu'elle n'aboutira pas. C'est toujours encore une fois la révélation du mensonge permanent. Et peut-être, peut-être, peut-être que s'il y a une chose pour laquelle nous devrions remercier l'Europe, c'est que là où nos médias ne font pas le travail, quiconque s'intéresse un peu au sujet européen, il voit peut-être le révélateur le plus flagrant de la trahison des élites. Là c'est vrai que si on peut le manquer sur France Inter, c'est assez difficile de le manquer quand on regarde les débats du Parlement européen. Là c'est peut-être qu'un jour on aura à les remercier pour ça. Alors attends, est-ce qu'il est là

? Alors justement, Philippe, tu interrompes Pugreg, mais tu es là.

Ah non par contre c'est une vidéo enregistrée, il ne peut pas répondre.

Non, tu es là Philippe. Tu as récemment tweeté notre modèle et telle agonie. L'UE tend vers l'URSS. Est-ce que vous pouvez expliciter s'il vous plaît, monsieur Béchane

? Je crois que chacun comprendra l'image de l'UE -URSS dans la mesure où la liberté d'expression est remise en cause par tous les moyens et des procédés parfois d'une grande malhonnêteté comme on l'a vu en France, avec la censure de contenu parfaitement exact et véridique durant la crise du Covid, et depuis également le début du conflit russo -ukrainien. la liberté d'expression des médias complètement aux ordres. Et puis, économiquement, l'Europe est en train de couler. Elle ne coule pas à pic. C'est un lent naufrage avec une croissance qui, peu à peu, s'étouffe. Autour de zéro en 2025, alors que les États -Unis caracolent entre plus 2 et plus 3. En fait, depuis l'avènement de l'euro, de la monnaie unique et de l'enterrement de toutes les souverainetés monétaires, législatives, désormais diplomatiques également, puisqu'on a une Europe complètement inféodée, complètement vassalisée par les États -Unis et qui suit la feuille de route de l'OTAN, cette Europe ne sait que produire des normes, davantage de réglementation, des taxes, alors qu'aux États -Unis, ça reste quand même le point d'origine de toutes les grandes révolutions technologiques et sociétales. Je ne dis pas que toutes les révolutions américaines sont enviables et qu'on doit les transposer. Enfin, l'Europe ne crée plus rien qui lui donne un leadership au niveau mondial depuis pratiquement l'an 2000. Donc oui, le modèle européen est complètement à bout de souffle. Et moins l'Europe fonctionne, plus vous entendez évidemment cette musique. Il faut plus d'Europe.

Merci, Philippe. Justement, pour réagir un petit peu à ce que nous dit ici Philippe Bechade, plus de normes, plus de taxes, il y a aussi un sujet dont on parle peu, c'est celui de la taxonomie européenne et de la recherche de ressources propres. Parce que quand on dit qu'il n'y a plus d'argent en France, dans le même temps, il y a des demandes d'augmentation de budget européen qui sont assez faramineuses. Et on nous avait promis que l'Europe allait se doter de ressources propres. Est-ce que c'est un mirage et est-ce que c'est une bonne chose ? Je suis sûr que la réponse est déjà dans la question, mon avis.

Alors, on va être très simple. L'Union européenne ne produit rien, ça vous le savez. Et elle vit avant

tout à vos crochets. C'est la fameuse taxe TVA. Je passe. Or, ce qu'il faut bien comprendre quand l'Union veut, on vous dit, je vais me faire des ressources propres, ça ne passera. Ce que j'entends particulièrement dans une partie de la droite, cette petite musique, ça ne passera jamais par le retour d'un tarif extérieur commun. Jamais. L'Union européenne a une croyance religieuse dans le libre-échange. Donc dès que ça va mal, elle fait un nouvel accord de libre-échange avec quelqu'un. Le prochain tourniquet, c'est l'Inde. Et avec toujours la même méthode de négociation qui nous a si bien réussi ces dernières années, c'est -à-dire soit se coucher complètement, soit vendre la peau de l'agriculteur français pour que Gunther puisse vendre une bagnole. Et attention, tout ceci n'aura qu'un temps. Parce que, allez, admettons, l'UE voudrait faire... Admettons, là encore, Greg l'a très, très bien dit. Quand bien même ça marcherait, ça marcherait contre nous. Je vais vous donner un exemple. Allez, on fait un tarif extérieur commun et on va faire passer ça sur le compte des droits de l'homme et de la lutte contre la grande méchante Chine. C'est la version actuelle du Péril-Jones. Très bien. OK. La plupart des emplois perdus en France sont perdus au profit de pays d'Europe de l'Est avec notre pognon. Donc vous allez sanctionner des pays vers lesquels il n'y a plus les grandes vagues de délocalisation. Les grandes vagues de délocalisation asiatiques, elles sont finies. C'est con, hein ? Là, pour le coup, le plus dangereux que Pékin, pour nous, Varsovie. Et tous ceux qui veulent, disons, du bloc européen fermé sont autant que les libre-échangistes des ennemis de la France. Donc, de toutes deux choses, l'une, quelle que soit la méthode, parce que la deuxième méthode, vous la connaissez, c'est l'impôt européen. Donc, de toutes les manières, toute ressource propre de l'Union est une cible sur votre portefeuille. Bon, vous en avez question ? Est-ce qu'on n'en a pas marre que pour être français, être un bon européen, ça veut dire voir les migrants qui arrivent, l'usine qui part et le portefeuille qui se vide ? Parce que pour l'instant, être un bon européen, c'est ça pour nous. Je me permets encore une phrase. Et je conclurai quand même par un point. C'est que je vous en... Vous en ferez ce que vous en voulez, mais je vous demande votre réflexion. Je vois monter, au-delà d'un européo-occidentalisme depuis le début de la guerre d'Ukraine, d'une débilite profonde, parce que ça va nous revenir en pleine figure, car je vous rappelle que l'UE, Greg l'a très bien dit, elle veut faire la guerre, mais elle veut faire la guerre pour quelle raison ? Parce qu'elle utilise, elle veut utiliser votre épargne et le sang de la jeunesse ukrainienne comme mortier pour l'Europe fédérale. Donc n'oubliez pas, tout pas que l'Europe fait en avant est un pas en arrière pour notre peuple. Vous en ferez ce que vous en voulez, mais gardez-le à l'esprit.

Antoine, justement, est-ce que l'impôt européen, déjà est possible, j'allais dire, outre, techniquement, mais est-ce que le consentement à l'impôt n'est pas déjà suffisamment éprouvé ? Et est-ce qu'il y a un affection sociétatiste suffisant pour...

Est-ce que c'est possible ? Oui, tout est possible avec eux. On va être assez clair. Tout est possible avec eux. C'est à ça qu'on les reconnaît, tout à fait. Ça ouste tout.

40 ans à nous expliquer que le nationalisme, c'était mal pour aller défendre les ancienégies d'Ukraine, c'est quand même compliqué. Il n'y

a qu'un nationalisme qui n'est pas bon, c'est le nationalisme français. Ça a toujours été comme ça, toujours celui-là. C'est celui-là qu'ils veulent combattre. Et en plus, quelque chose d'impôt... C'est vrai, ça a toujours été comme ça depuis 44, même avant, mais les Américains ont commencé par là. L'impôt européen, ça me fait penser, je voulais revenir dessus, mais les ressources en commun, les ressources en commun ou la dette commune. Olaf Scholz, au moment de la dette commune du Covid-19, avait dit quelque chose de très intéressant. Il avait parlé de moments amytoniens. Tout le monde était passé un peu à l'as parce que ça ne veut plus rien dire aujourd'hui, mais un moment amytoniens, ça faisait référence... Vous savez comment la création des Etats-Unis a été faite, comment elles se sont fédéralisées, comment ils ont créé un Etat fédéral. C'est en 1790, car

justement, Amylton a mis en commun la dette de tous les Etats fédérés. C'est comme ça qu'ils ont fait. Donc une dette commune, dans son esprit, ça veut dire un État européen fédéral. C'est tout ce que ça veut dire. On en est là. Un impôt européen, une ressource propre, ça veut dire ça. Deuxièmement, sur le libre-échange, quelque chose d'assez simple, c'est de Gaulle qui l'avait dit à Perfit, vous pouvez le trouver dans cette édu de Gaulle. Perfit, qui lui parle du marché, qu'est-ce qu'on peut faire du marché ? De Gaulle lui avait répondu, mais Perfit, le marché, le marché, il n'est pas indépendant, le marché, c'est les Américains. Donc si on parle de libre-échange, si on parle de marché, derrière, c'est l'impérialisme américain, c'est la main américaine qui est derrière. C'est tout. C'est assez simple. J'espère que...

J'allais dire... Alors, Olaf Scholz, effectivement, à parler de ce moment amyntonien, on a vu une longue résistance de l'Allemagne, jusqu'alors, pour un endettement en commun. On se doute pourquoi. Est-ce que... Oui, on se doute pourquoi.

C'est dans les cartons depuis très longtemps. Je vais reciter une phrase. C'était Denis Kessler. Denis Kessler, c'était un ancien, un ex-vice-président du MEDEF, un grand patron, qui avait dit... Bien sûr, oui, oui. Oui, oui, tout à fait. Il était vice-président du MEDEF et il avait fait une interview, ça devait être chez Challenge, je sais plus. Des idées de Challenge. Oui, mais ça date de 2007. On lui avait demandé, mais quel est le programme ? En gros, quel est votre programme ? Quel est le programme du MEDEF, quel est le programme du grand patronat français ? Il lui a dit un truc très simple, mais c'est magnifique, parce que c'est quand même écrit noir sur blanc. Noir sur blanc, le mec n'a pas tremblé du tout. Il a dit, le programme est simple, nous voulons détruire tous les acquis du CNR. Voilà le programme. Ça les emmerde. Bien sûr que c'est honteux. C'est honteux. C'est honteux, mais ça fait... Ils en rêvent depuis des années. L'UE leur offre cette possibilité sur un plateau. Encore une fois, le but de tout ça est la destruction des nations, et plus particulièrement, le but est la destruction de la nation française, qui est un contre-modèle qui les emmerde depuis sa création. Le vrai combat n'est pas européisme ou race blanche, etc., qui sont des conneries. Le vrai combat est plutôt contre le modèle anglo-saxon. Il faut se le mettre en tête. Les anglo-saxons veulent détruire le modèle français depuis des milliers d'années déjà, et d'autant plus depuis une centaine d'années. Les Américains ne sont pas venus nous libérer en 1945, ils sont venus pour nous mettre sous coupe réglée. C'est assez simple. Maintenant, c'est prouvé. On peut le trouver partout. C'est pas du complotisme, c'est écrit partout. Voilà. C'est là, c'est ça qu'il faut avoir en tête. Voilà. Pardon.

Une réaction, justement, sur cette nécessité qui apparaît quand même. On peut parler d'austérité, de démocratie, mais démocratie, surtout, c'est quand même le sens même de pouvoir décider pour soi et de ne pas être sous la coupe d'un modèle qui a aux antipodes de ce que l'on est presque anthropologiquement. Comment vous pensez que la France peut s'en sortir, déjà, si elle ne sort pas de l'Union européenne à un moment donné ? Ça semble l'évidence même, sans préjuger que ça se passe bien, que ce soit un tapis de rose, effectivement. C'est un autre sujet, mais ça semble un préalable. Greg, par exemple, ça semble un préalable que les gens n'ont pas forcément encore en tête. Comment est-ce que tu penses qu'il est possible d'articuler les conséquences concrètes que ressentent les gens sur leur pouvoir d'achat, leur... un déclassement généralisé, et leur faire comprendre le lien de cause et effet entre ce déclassement et l'appartenance à l'Union européenne ? Je crois

que le temps de la théorie est dépassé depuis très longtemps. Je pense qu'au bout d'un moment, les gens... Si les gens ne voient pas qu'ils sont devenus pauvres, je ne vois pas véritablement ce qu'on va pouvoir faire de plus. Le ras-le-bol est dépassé. Maintenant, il manque la petite étincelle qu'il y a en ce moment dans d'autres pays et qui se transforme en grand feu. Mais non, je ne pense pas

que ce soit une question... Je pense qu'il n'y a pas plus de pédagogie à faire. On peut faire des petits exercices pédagogiques, comme j'ai essayé de faire tout à l'heure, mais... Je crois qu'à un moment, il va falloir identifier les responsables, et puis les dégager, manu militari. Et ces responsables, ils sont devant nous. Ils sont devant nous, parce qu'on a cette technocratie européenne, mais on a aussi une spécificité française. C'est qu'on a plus que beaucoup d'autres pays du monde une bourgeoisie qui demande à collaborer, tout le temps. On n'a pas une bourgeoisie anglo-saxonne. On n'a pas une bourgeoisie de... Et ça n'a pas attendu lieu. On ne va pas parler de ça et on ne va pas faire du marxisme, mais ça n'a pas attendu lieu. On a une bourgeoisie qui n'est pas une bourgeoisie anglaise, qui n'a pas fait de grandes aventures industrielles, dont on pourrait critiquer le modèle économique, mais qui a quand même fait ça. On a une bourgeoisie de traîtres qui ne rêve que de singer l'aristocratie et vivre de rentes. Et donc, ces gens-là ont toujours trahi. Ils n'ont pas trahi qu'en 40. Ils ont trahi avant, ils trahiront après. Et ils traduisent depuis... Laurent Heeninger dirait, l'éduc de Bourgogne, c'est le début de l'Antifrance. On ne va pas monter jusque-là, tu vois. Mais il faut vraiment identifier... On a un problème en France à se débarrasser des traîtres parasites. Oui, et Macron est la quintessence de cet esprit-là. Il est la quintessence de cet esprit-là. On est ce peuple très spécial qui est à la fois la fusion entre un courage et une insolence inouïe face à la domination, tout en étant plus que n'importe quel autre peuple ou beaucoup de peuples parasités par un esprit de collaboration qui vient vraiment de cette bourgeoisie. C'est très... Alors, je parle... Quand je parle de bourgeoisie, je ne parle pas nécessairement que dans une dimension marxiste, mais je dis bien cette classe de traîtres qui ont... Historique, vraiment. Il faut les identifier, il faut les virer. Ils sont au pouvoir. Et encore une fois, je vois pas ce qu'on peut faire de plus. On a un président de la République qui nous insulte toutes les semaines. Il nous a dit qu'on était sales, il nous a dit qu'on n'avait pas de dents, il nous a dit qu'on ne savait pas traverser une rue, il nous a dit qu'on n'était rien, il nous a dit qu'on était réfractaires, il nous a dit que notre culture n'existait pas. Il nous... Il faut faire quoi de plus, parce qu'au bout d'un moment, on cherche aussi. Donc... Il les a toutes faites. Donc... C'est vrai que là, je crois que l'heure n'est plus à faire comprendre aux gens. C'est visible, quoi. C'est visible et la Révolution ne s'invite pas, elle ne s'organise pas dans des boucs télégrammes le 10 septembre, elle ne reprend pas le 18, elle est continue et elle est un petit peu plus violente que beaucoup de choses que nous avons vues, même si, bien évidemment, je n'appelle absolument pas la forme de dégustation des droits de l'homme. Elle est un petit peu plus violente que toutes les dernières manifestations que nous avons eues. Et... Parce que je crois, malheureusement, que le peuple, c'est -à-dire ceux qui vivent le réel, est un petit peu désespéré depuis les Gilets jaunes, malheureusement.

Nicolas.

Oui, je vais être bref, parce que ça tira à sa fin. Sur la bourgeoisie, revenir sur ce que dit Greg, et je ne sais pas s'il irait aussi loin, mais pour moi, oui, c'est la bourgeoisie, mais la bourgeoisie, c'est le projet révolutionnaire. La révolution, c'est la République. Je ne vois pas comment on peut dire les choses autrement. C'est -à-dire que ce projet autosacrificiel de la bourgeoisie française, il la pousse aujourd'hui, elle va au bout. C'est pour ça que, de toute façon, c'est bien la nation qui est attaquée. Et République française, je pense qu'il y a antinomie dans les mots qu'il faut choisir aujourd'hui. Et la France, c'est autre chose que la République, telle qu'elle se subsume aujourd'hui. Alors peut-être que la bourgeoisie est frappée d'une forme d'auto-nécrose narcissique, peut-être, mais ça reste quand même une nécrose. C'est -à-dire que nous sommes un pays aujourd'hui profondément nécrosé, nécrosé par les fausses valeurs que nous avons. Et c'est pour ça qu'il n'y a pas d'étincelles en France par rapport aux autres pays, parce que toutes les autres bourgeoisies, même si elles ont pu subir l'attraction, la séduction de la bourgeoisie française, à un moment donné, son instinct de survie revient, alors que nous, je pense que nous sommes bons pour le suicide. Donc c'est toute la bourgeoisie dans un véritable acte révolutionnaire. Pas besoin d'être marxiste, mais un

acte révolutionnaire qui, en effet, est considéré comme des traîtres. Et les traîtres, on en fait ce qu'on doit faire, des traîtres, voilà.

On va bientôt conclure. On va bientôt conclure parce que les prises de parole vont bientôt avoir lieu dans une autre salle. Un dernier mot, chacun, pour conclure. On a quand même une forme d'accélération de l'histoire. On ne sait pas de quel côté la pièce va pencher, mais est-ce qu'on peut pas se dire que structurellement, l'Union européenne ne peut que s'effondrer telle qu'elle est bâtie et il est de notre rôle de mettre le coup de pied final. Ou de Antoine ou...

Est-ce qu'elle s'effondrera ? Je suis pas du genre... Je suis pas aiguillien là-dessus. Je vais pas être sur la ruche de la raison, vous savez. Tout arrivera quand ça doit arriver, etc. Donc qu'elle s'effondre d'elle-même structurellement, peut-être, mais j'ai pas envie de faire ce pari-là. J'ai pas envie de faire ce pari-là. Je préfère foutre le grand coup de pied dedans, personnellement. Je préfère qu'on foute le grand coup de pied dedans. J'ai pas envie d'attendre qu'elle s'effondre d'elle-même. Je préfère vraiment qu'on foute le coup de pied dedans personnellement. Qu'on n'attende pas les autres non plus. C'est-à-dire que quand on nous dit qu'il faut changer l'Europe de l'intérieur, je vois pas pourquoi on attendrait les autres. Si on est souverain, si on doit récupérer notre souveraineté, c'est aux Français de demander. Je vois pas pourquoi on demanderait à des peuples étrangers s'ils veulent changer, etc. Ça ne m'intéresse pas. Donc ça changera de... J'espère qu'il faudra foutre ce coup de pied nous-mêmes. Simplement, moi, je voulais revenir vraiment 2 secondes sur la bourgeoisie. Il y a un truc très simple. Elle trahit depuis beaucoup plus longtemps. C'est ce qu'on disait avec Péry. Elle trahit depuis beaucoup plus longtemps, du temps de Jeanne d'Arc, elle trahissait déjà. Pour une raison assez simple, c'est ce que disait l'éternel Janko. Il disait l'aristocratie et le prolétarien ont un truc en commun. C'est qu'ils ont la terre en commun. C'est ça qu'ils défendent la terre. L'aristocratie défend la terre. Le prolétaire vit de la terre. Le paysan vit de la terre. Le bourgeois vit de l'argent. L'argent, c'est international. Il n'a pas besoin de la nation. Il n'a pas besoin de la nation bourgeois. Comme disait aujourd'hui, et en plus, la bourgeoisie française... Ce truc incroyable a toujours été fasciné par les peuples étrangers. Ça a été l'Angleterre, ça a été l'Allemagne, aujourd'hui c'est les Etats-Unis. Avec cette phrase du grand philosophe Raphaël Glucksmann, grand philosophe devant l'éternel, et de père en fils en plus, je me sens plus proche des gens à New York qu'en Picardie. Et j'ai envie de lui dire, « Tu vas habiter à New York, tu ne nous manqueras absolument pas ». Voilà.

C'est toujours problématique de prendre la parole quand on a convoqué l'Auguste Rafi. Donc je vais essayer de ne pas être trop impressionné. Vous savez, l'avantage de notre temps, particulièrement face à l'Union européenne, c'est que grâce à l'Union européenne, tout est faux. Donc tout éclair de vérité, fut-il le plus petit possible, donne une lumière très crue. Et les chiquis en fait est très simple. Les cochons grognent, les scorpions piquent et eux ils trahissent. Vous ne pouvez pas leur en vouloir. D'un certain côté, ils sont nés pour ça et c'est ce qu'ils font le mieux. Donc eux, on sait à peu près ce qu'ils vont faire. L'Union européenne va passer directement de Brejnev à Borissielksine. Elle n'aura ni son Tchernienko, ni son Gorbachev. Elle va se momifier. Ça se voit dans les futurs règlements sur la liberté d'expression. Parce qu'elle va vouloir conserver le monde ancien, le monde béni, vous savez, de la mondialisation heureuse. Bernard-Henri Lévié à la main, le Parti démocrate, enfin je vous la fais courte. Donc elle va devenir le grand mur de l'Ouest. Vous voyez ? Le grand mur derrière le grand cimetière et le grand hospice. Et bien sûr tout ça avec votre pognon. Parce que bon, vous n'allez pas les faire bosser quand même. On n'est jamais que ce qu'on est. Donc résultat, eux, objectivement, dans les chiquis, on sait exactement où ils vont aller. La question c'est où est-ce que nous, nous allons aller. Nous, on va aller sur trois grandes lignes. Soit l'effondrement psychique des populations, c'est-à-dire on va courber les Chines. Et courber les Chines, attention, ça peut prendre un certain temps. Des décennies, des siècles. Vous avez des peuples de courbeur des Chines ? On

n 'en était pas, mais on peut le devenir. Vous avez une autre voie qui est celle d 'attendre éternellement que quelqu 'un fasse le travail à notre place. Toute la droite française et la gauche française vit là -dedans. Ah, vous allez voir qu 'en Wilders, finalement, il n 'y a qu 'un seul peuple qui s 'est pris en main ces trente dernières années. Quoi qu 'on en pense, c 'est les Anglais. Et le souci, c 'est que tant qu 'on attend que quelqu 'un fasse le travail à notre place, pendant ce temps -là, les horloges, elles arrivent à l 'heure. L 'horloge de l 'effondrement démographique, l 'horloge du déclassement technique, tout ça, ça arrivera à l 'heure. Et il nous en reste une troisième. Et si vous suivez la voie que l 'un des peuples qui est historiquement les plus proches de nous, qui est le seul exemple que nous avons au moment où nous parlons, qui sont nos amis britanniques, affrontement, tumulte, et ensuite grande épreuve, parce que l 'acte 2 du Brexit, début de sous vos yeux ébahis, entre les mains de Nigel Farage, le problème, c 'est qu 'aujourd 'hui, la Grande -Bretagne a retrouvé sa conflictualité politique, ce qui est normal, elle sort d 'un sommeil de mort. Nous, on n 'a pas de conflictualité politique, mis à part M. Mélenchon, les cheveux bleus, les poignes cachies et leurs animaux. Et je ne parle pas uniquement de Matilde Panot. Mais... Or, ce qu 'il faut bien comprendre, c 'est que ça, ce n 'est pas de la conflictualité, c 'est de la kermesse CGT, d 'accord ? Ce n 'est rien d 'autre. Donc, ce qu 'il faut que vous ayez en tête, c 'est que la vie étant un effort, le coup de pied au fond de la piscine nous coûtera. Mais comme disait mon regretté ami, un grand souverainiste, mon regretté ami Norman Palma, Each Lundy is a good Lundy. Tout atterrissage est un bon atterrissage.

Un mot de conclusion, Nicolas ?

Oui, un mot de conclusion pour... La question était, est -ce que la France peut s 'en sortir, s 'en sortir de l 'Europe ? C 'est non, évidemment. Ça, ça fait aucun doute. L 'époque du compromis de Luxembourg, du général de Gaulle, des années 60, où on pouvait se dire, je reste en Europe, mais je poserais mes conditions, évidemment, n 'existent plus à l 'époque de la commission de Van der Leyen. Après, je reste très peu optimiste pour la suite. C 'est -à -dire que je pense que il faut, et si la France est le dernier des pays, et sera le dernier des pays à porter le projet européen, c 'est qu 'il est inscrit dans l 'ADN, justement, je pense, du projet, du projet révolutionnaire et de ses suites, et qu 'il faut que la France meure à cette illusion pour pouvoir renaître en tant que France éternelle. Ça, je pense que malheureusement, il nous faudra aller au bout, parce qu 'il y a un entêtement au sein de notre élite qui est quand même pas commun. C 'est pas commun, la façon dont ils sont aveugles, aveuglés, le mépris de faire qu 'ils ont. Je pense que là, ils seraient là, ils écouterait ce qu 'ils entendent. Mais de quoi parle -t -il ? Il n 'en reviendrait pas. Je pense que réellement, ils ne le feignent pas, ça. Ce n 'est pas fin. C 'est quelque chose de réel. Ils sont aveuglés par leur projet. Il faut que ce projet meure. Si la France, à un moment donné, sait d 'une façon ou d 'une autre identifiée à ce projet, cette France qui s 'est identifiée à ce projet va mourir. Et d 'ailleurs, elle le souhaite, semble -t -il, au travers ce sacrifice permanent qu 'elle fait d 'elle -même, puisque de tous les pays européens, on est devenu aujourd 'hui l 'homme malade de l 'Europe, même si l 'Europe dans son ensemble est, il est vrai par ailleurs, totalement condamné. Donc il nous faudra peut -être sortir de l 'Union européenne. Et si nous n 'avons pas le ressort, de toute façon, la France, et ça, j 'y crois, fondamentalement, est un phénix. C 'est -à -dire que nous renaîtrons de nos cendres, nous renaîtrons de ce qu 'il y a de notre projet social, national, de faire nation, aujourd 'hui totalement vicié et qui, non seulement détruit notre pays, mais finalement détruit l 'Europe dans son ensemble.

Moi, je n 'ai rien de plus à rajouter, d 'autant plus que je ne partage pas forcément cette optimiste. Donc je préférerais que la note de fin soit plutôt optimiste. C 'est beau de vouloir voir la France qui redet, mais oui, elle renaît, elle a déjà eu cette résurrection, mais c 'était plus la France qu 'il y avait avant, quand même, à chaque fois. Donc si c 'est pour repayer l 'addition de 40, si c 'est pour repayer de la... Oui, d 'accord, oui, mais alors là, je ne vois pas comment on peut être... Oui, il y aura toujours un truc avec un drapeau qui s 'appellera France, mais non, la sortie, elle est inévitable. Donc c 'est

aux gens de choisir. Il faut perdre aucune option de vue. Il y a l'élection et puis il y a d'autres choses aussi. Il y a d'autres choses. On verra ce que fera le peuple français aux prochaines élections. Peut-être Raphaël Glucksmann. Je ne sais pas. L'espoir. Ben non, mais non. Je suis sûr que Léa Salamé lui posera les bonnes questions, les questions qui fâchent. Mais voilà, là aussi, c'est quand même fou. On s'est tellement habitué à un truc... Je vous ai parlé de censure tout à l'heure. Je sais pas si vous savez, par exemple, que 70 % des demandes de retrait de tweets annuelles émanent de la France. Dans le monde entier. Et que 90 % des demandes de tweets incriminés sont finalement avérées conformes. Donc on n'a pas toujours besoin de l'Europe pour avoir cette politique de censure et faire des... Je ne sais pas, je ne comprends pas. Effectivement, ça, c'est un cas. On a la présentatrice du plus gros journal télévision, son mari est candidat. Alors que dans une démocratie saine, soit Gluckman se retire de la campagne, soit Salamé se retire du JT, soit Gluckman se retire de Salamé. Mais normalement, il se passe quelque chose. Et les gens ne disent rien. Et on... Je pense qu'on n'a pas besoin de l'Europe pour avoir cette capacité à nous autoflageller. Mais elle ne nous aide pas. Et non, je le crois comme vous tous. C'est comme je crois, nous tous ici, qu'il n'y aura pas de salut dans ce fonctionnement technocratique

européen. Merci beaucoup. Il n'y en aura pas. Merci, Greg. Merci à tous les intervenants. Merci à Philippe Bécard, qui s'y est repris à trois reprises, mais a pu délivrer son message. Vous pouvez y retrouver. Et merci à vous. Et merci à vous de votre présence. À bientôt.